



Rapport d'Orientations Budgétaires Année 2025

CONTEXTE JURIDIQUE

La tenue d'un débat d'orientation budgétaire est une étape obligatoire du cycle budgétaire dans les communes de 3 500 habitants et plus et dans les EPCI qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Afin d'améliorer la transparence financière, l'article 107 de la loi NOTRe du 7 août 2015 a formalisé le contenu de ce débat, en imposant à l'exécutif la réalisation d'un rapport sur les orientations budgétaires.

Le contenu ainsi que les modalités de publication et de transmission de ce rapport ont été précisés par le décret 2016-841 du 24 juin 2016.

CONTENU DU RAPPORT

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le Maire présente au Conseil municipal dans un délai de 2 mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires (ROB), sur lequel s'appuie le débat d'orientation budgétaire (DOB).

Ce rapport comporte les informations suivantes :

- les **orientations budgétaires** envisagées par la commune portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement en précisant notamment les hypothèses retenues en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarifications, de subventions et les évolutions relatives aux relations financières avec l'EPCI.

- la **présentation des engagements pluriannuels**, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes.
Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme.

- des **informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette** contractée et les perspectives pour le projet de budget.

Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

PUBLICATION ET TRANSMISSION DU RAPPORT

Le rapport est transmis par la commune au président de l'EPCI à fiscalité propre dont elle est membre dans un délai de 15 jours à compter de son examen par l'assemblée délibérante.

Il est mis à la disposition du public à l'hôtel de ville, dans les 15 jours suivants la tenue du débat d'orientation budgétaire.

Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen.

Source : CGCT, art. L. 2312-1, R. 2312-2, L. 5211-36 et D. 5211-18-1

SOMMAIRE

I – Le contexte international et national	4
A – Le contexte international.....	4
B – Le contexte national.....	4
C – Les orientations du Projet de Loi de finances (PLF) 2025	4
1– La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF).....	5
2 – Le soutien à l’investissement local.....	5
3 – Le FCTVA sur les dépenses d’aménagement de terrains	5
4– La création d’un fonds de réserve.....	5
5– Les recettes de TVA	6
II – L’analyse rétrospective 2019 – 2024 de la situation financière de Breuillet	7
A – Les grandes masses réelles de la section de fonctionnement	7
1 – Les recettes réelles de fonctionnement	8
2 – Les dépenses réelles de fonctionnement.....	12
B – Les grandes masses réelles de la section d’investissement	15
1 – Les dépenses d’investissement	15
2 – Les recettes d’investissement	16
C – Les réalisations 2024 de l’intercommunalité.....	18
1 – Cœur d’Essonne Agglomération	18
2 – Syndicats	20
III – Les orientations du Budget Primitif 2025	22
A – Les recettes réelles de fonctionnement	22
B – Les dépenses de fonctionnement.....	23
D – Les recettes d’investissement.....	25
E – Les orientations 2025 de l’Intercommunalité.....	26
IV – Les Perspectives	26
A – Les perspectives d’évolution des dépenses et des recettes réelles de fonctionnement (hors cession)	29
B – Les perspectives d’évolution des épargnes	29
C – La structure et la gestion de la dette	30
1 – Le profil d’extinction de la dette	30
2 - Dette par type de risques et de prêteurs au 31/12/2024	31
3– Taux moyen des emprunts	32
5 – La charte de bonne conduite.....	33
D – L’évolution du programme de la Municipalité.....	34

I – Le contexte international et national

A – Le contexte international

Suite au choc inflationniste et aux turbulences géopolitiques actuels, la croissance mondiale est ramenée de 3,3 % en 2023 à 3,2 % en 2024 et 2025.¹

L'inflation au niveau mondial devrait passer d'une moyenne annuelle de 6,7 % en 2023 à 5,8 % en 2024, puis à 4,3 % en 2025. Les pays avancés retrouveraient leur niveau cible plus rapidement que les pays émergents et les pays en développement. Alors que la désinflation mondiale se poursuit à un rythme globalement conforme au scénario de référence, la voie de la stabilité des prix pourrait encore être cahoteuse. Les prix des biens se sont stabilisés, mais l'inflation des prix des services reste élevée dans de nombreuses régions

B – Le contexte national²

L'inflation IPCH (Indice des Prix à la Consommation Harmonisé) - indicateur permettant d'apprécier le respect du critère de convergence portant sur la stabilité des prix – continue de décliner en passant de + 4,2 % au dernier trimestre 2023 à + 2,5 au deuxième trimestre 2024. La projection de l'inflation en 2024 est de + 2,5 % et de + 1,5 % en 2025 du fait de la diminution annoncée des prix de l'électricité.

En 2024, la croissance atteindrait + 1,1 % en moyenne annuelle, tirée par le commerce extérieur. La consommation resterait atone en dépit des gains de pouvoir d'achat des revenus salariaux. En 2025, la hausse du PIB se maintiendrait à un rythme similaire et serait renforcée en 2026 par la reprise de l'investissement privé sous l'effet de la détente passée des taux d'intérêt.

Du fait de la désinflation, les salaires progressent désormais plus rapidement que les prix à la consommation, un mouvement qui pourrait s'accroître en 2025. Cette progression des salaires réels soutiendrait les gains de pouvoir d'achat, puis la consommation l'an prochain. Le taux de chômage remonterait légèrement en 2025, avant de reprendre sa décrue grâce à la reprise de l'activité pour s'établir à 7,3 % fin 2026.

C – Les orientations du Projet de Loi de finances (PLF) 2025

Le Projet de Loi de Finances 2025 est marqué par la forte réduction des dépenses publiques. 40 Md€ d'économie sont envisagés par le gouvernement dont 5 Md€ sur le secteur local.

¹ FMI, *perspective de l'économie mondiale*, octobre 2024

² Banque de France, *projections macroéconomiques intermédiaires*, septembre 2024

1– La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

Après avoir augmenté pendant deux années consécutives le montant de la DGF, l'Etat maintient en 2025 cette dotation à hauteur de 27,245 Md€.

L'augmentation des dotations de péréquation est poursuivie au même niveau que 2024.

Une augmentation de 6,7 % de la Dotation de Solidarité Rurale est prévue.

Pour Breuillet, le montant anticipé 2025 de la Dotation Forfaitaire est de 1 065 000 €, en stabilité par rapport à 2024.

Par prudence, l'enveloppe de la Dotation de Solidarité Rurale est également maintenue au même niveau que 2024 à hauteur de 173 000 €.

Même si la volonté est d'augmenter les dotations de péréquation, la Dotation Nationale de Péréquation pour 2025 est également maintenue à son niveau de 2024, soit 90 000 €.

2 – Le soutien à l'investissement local

Pour 2025, le montant global pour la Dotation de Soutien à l'Investissement Local et pour la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux sera maintenu à hauteur de 2024. La commune prévoit de déposer un dossier pour la réhabilitation du patrimoine endommagé par les inondations d'octobre 2024 avec l'objectif de le rendre plus résilient.

Pour l'ensemble de ces dotations, le caractère écologique des projets portés par les collectivités est pris en compte pour définir le taux de financement.

En revanche, le Fonds verts est ramené de 2,5 Md€ à 1 Md€.

3 – Le FCTVA sur les dépenses d'aménagement de terrains

Ce fonds serait en baisse de 285 M€ pour un montant de 6,84 Md€. Aujourd'hui fixé à 16,404 %, le taux du FCTVA passerait à 14,850 % à partir du 1^{er} janvier prochain. En outre, le dispositif – qui a vocation à compenser la TVA acquittée par les collectivités principalement sur leurs dépenses d'investissement – serait "recentré". Ainsi, des dépenses (entretien des bâtiments publics, de la voirie, des réseaux et prestations de solutions relevant de l'informatique en nuage) qui avaient été intégrées il y a quelques années à l'assiette du FCTVA, en seraient exclues.

Sur le volet fonctionnement, cela représente une perte pour la commune de 5 k€ et pour le volet investissement, la perte est estimée à 100 k€.

4– La création d'un fonds de réserve

Il s'agit d'une mise en réserve de fonds à hauteur de 3 Md€ pour 2025. Le produit reste affecté aux collectivités pour renforcer les mécanismes locaux de péréquation. La somme prélevée en 2025

alimentera les fonds de péréquation communaux, départementaux et régionaux sur trois ans, à hauteur d'un tiers par an, en 2026/2027/2028 et la répartition entre les différents fonds sera décidée par le Comité des Finances Locales.

Le mécanisme concernera les collectivités et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre dont les dépenses réelles de fonctionnement sont supérieures à 40 millions d'euros. Environ 600 collectivités et groupements de communes à fiscalité propre répondent à ce critère, les syndicats étant a priori exclus. Mais la situation financière locale sera aussi examinée pour exonérer les plus fragiles, ce qui devrait conduire à établir une liste de 450 entités visées par ce mécanisme d'auto-assurance. On sait d'ores et déjà que vingt départements seront exonérés de contribution.

Cette contribution est estimée à 2,5 M€ pour Cœur d'Essonne Agglomération, 27,2 M€ pour le Département de l'Essonne et 81,3 M€ pour la Région Ile-de-France³.

Ce mécanisme correspond donc à une perte de ressources pour les collectivités partenaires de la commune et les impacts seront importants en termes de financement.

Malgré tout, Cœur d'Essonne Agglomération poursuit son soutien en prévoyant de maintenir la prise en charge du Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC) et le versement d'une Dotation de Solidarité Communautaire (DSC). Pour la commune de Breuilleville, la prise en charge du FPIC représente 56 k€ et la DSC s'élève également à hauteur de 178 k€.

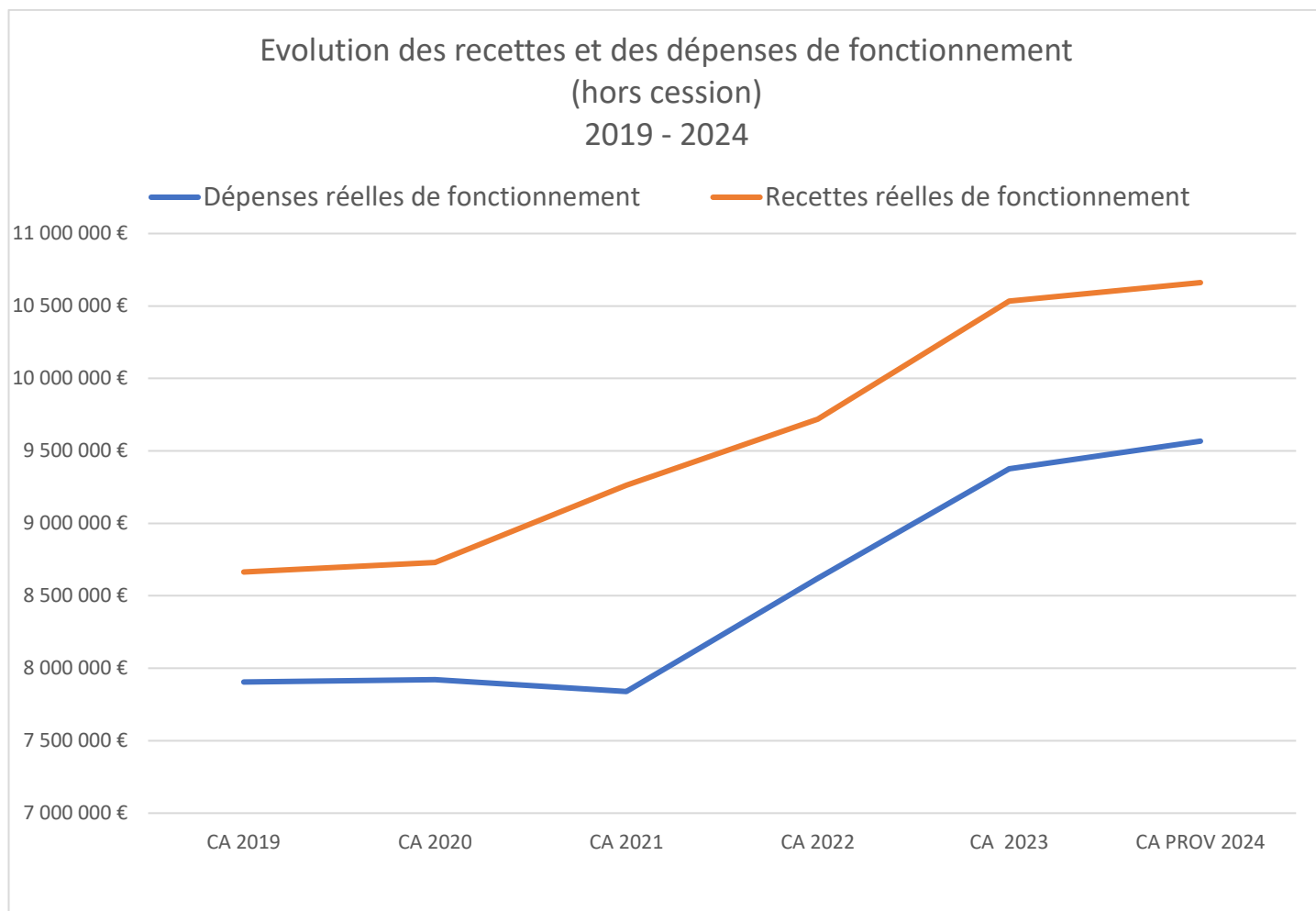
5– Les recettes de TVA

Les recettes de TVA affectées aux collectivités seront gelées, représentant une économie de 1,2 milliard d'euros pour l'Etat en 2025. Destinée à compenser les collectivités pour la suppression d'une partie de la taxe d'habitation et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, la TVA voit sa dynamique remise en cause avec une croissance estimée de 1,3 % en 2024 contre 4,5 % en Loi de Finances Initiale. Les régions - dont les budgets dépendent désormais pour plus de la moitié de recettes de TVA - seraient a priori les plus affectées.

³ Intercommunalités de France – prélèvements estimés sur les recettes des collectivités en 2025

II – L'analyse rétrospective 2019 – 2024 de la situation financière de Breuillet

A – Les grandes masses réelles de la section de fonctionnement



Sur la période 2019 – 2024, **les recettes réelles de fonctionnement augmentent de 23,05 %** et **les dépenses réelles de fonctionnement augmentent de 21,03 %**. Malgré ce resserrement, la commune **maintient une épargne de gestion (recettes réelles de fonctionnement – dépenses réelles de fonctionnement hors intérêt de la dette) légèrement supérieure à 1 M€**.

L'augmentation des dépenses est dû en partie par la hausse exponentielle du prix de l'énergie, l'inflation et la rémunération du personnel (augmentation du point d'indice du 1^{er} juillet 2023 en année pleine, attribution de 5 points d'indice à compter du 1^{er} janvier 2024 et augmentation du SMIC au 1^{er} novembre 2024) alors que les recettes, malgré le dynamisme des bases fiscales et du produit des services, sont en moindre hausse. En effet, la ville a choisi de ne pas répercuter totalement le coût de l'inflation sur les tarifs de ses services et de ne pas augmenter son taux de taxe foncière depuis 4 ans.

L'effet ciseaux est évité et la commune continue de maintenir un service public de qualité.

1 – Les recettes réelles de fonctionnement

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024 prov.
Atténuation de charges (chap. 013)	220 053	304 267	163 072	215 421	309 341	310 000
Produits des services (chap 70)	377 110	267 540	344 054	349 303	545 352	550 000
Impôts et taxes (chap. 73)	562 699	551 140	520 949	520 487	491 151	515 906
Fonds de solidarité des communes d'île de France	389 643	378 084	347 949	342 167	312 852	337 606
Dotations de solidarité communautaire	173 056	173 056	173 000	178 320	178 299	178 300
Fiscalité locale (chap. 731)	5 680 068	5 791 192	6 509 251	6 777 074	7 017 244	7 226 226
Produit des taxes directes	5 090 217	5 207 515	5 770 931	6 121 237	6 528 823	6 754 220
Taxes pour utilisation des services publics et du domaine	1 680	1 440	280	0	0	0
Taxe sur l'électricité	146 160	145 200	166 455	155 980	204 327	163 830
Taxes sur la publicité	15 832	19 897	19 266	28 174	27 797	55 418
Droits de Mutation à Titre onéreux	423 200	414 327	549 791	469 267	253 438	250 000
Autres taxes	2 978	2 813	2 528	2 416	2 860	2 758
Dotations et participations (chap. 74)	1 757 192	1 763 190	1 656 403	1 807 841	2 097 684	1 942 570
DGF	1 223 323	1 207 582	1 189 402	1 224 248	1 280 254	1 325 732
FCTVA	9 265	0	19 416	2 741	5 004	5 249
DGD	1 237	0	15 645	0	0	0
Participations	116 254	111 850	135 410	217 314	316 347	276 199
Compensations TFB Locaux industriels	0	0	1 696	0	0	0
Compensation TF	2 811	4 085	5 710	11 222	11 957	15 818
Compensation TH	131 245	152 514	0	0	0	0
Fonds départemental TP	108 654	108 644	108 857	110 899	106 099	104 614
Titres sécurisés	12 130	12 130	8 580	14 630	15 500	31 198
Autres	152 274	166 385	171 687	226 787	362 523	183 760
Autres produits de gestion courante (chap. 75)	31 933	26 838	29 779	34 960	71 497	116 525
Total des recettes de gestion courante	8 629 054	8 704 167	9 223 508	9 705 086	10 532 269	10 661 227
Produits financiers (chap. 76)	380	0	2	2	3	3
Produit des cessions d'immobilisations	0	898 436	18 950	253 174	0	0
Produits exceptionnels	34 915	26 010	40 343	14 351	2 390	0
Autres recettes d'exploitation	35 295	924 446	59 295	267 527	2 393	3
Total des recettes réelles de fonctionnement	8 664 349	9 628 613	9 282 803	9 972 614	10 534 662	10 661 230

Mis en ligne le 06/12/2024 à 18h22

REÇU EN PREFECTURE
le 05/12/2024

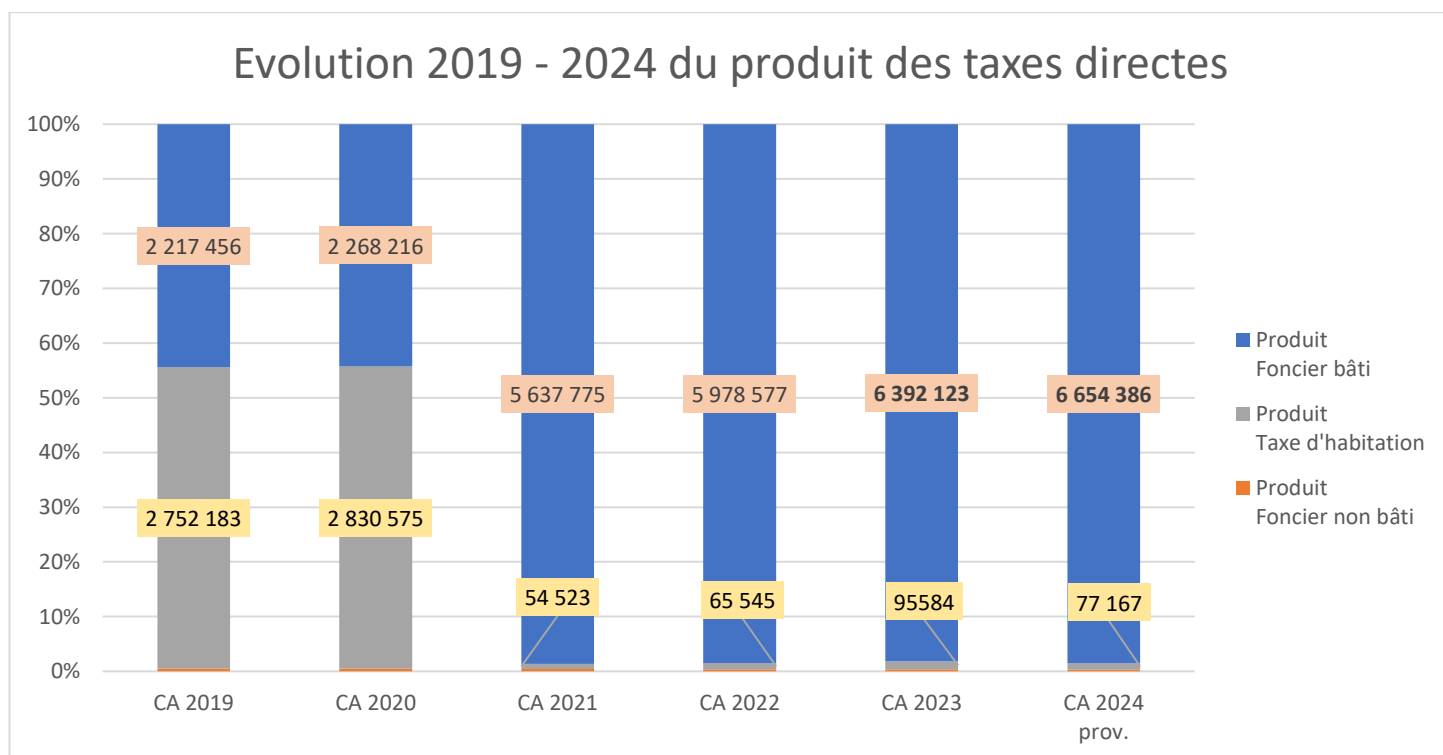
Application agréée E-legalite.com

21_RP-091-219101052-20241130-2024I32-DE

L'augmentation des recettes de fonctionnement correspond à :

- L'évolution de la fiscalité et notamment l'évolution physiques des bases ces trois dernières années : pas de hausse de taxe foncière depuis 4 ans.
- Le dynamisme des participations du fait des partenariats développés en 2022 (tarification sociale à 1 € du repas de la restauration scolaire, financement par l'Etat du poste de chef de projet « Petite Ville de Demain » à hauteur de 75%, financement à hauteur 70 % par l'Agence Régionale de la Biodiversité de la réalisation de l'Atlas communal de la Biodiversité, ...) et la perception du solde du filet de sécurité 2022.
- Le produit des services se maintient entre 2023 et 2024, notamment par le fait de la révision du mode de tarification des activités extrascolaires et d'effectifs plus nombreux (+ 50 k€) et d'une meilleure exploitation du domaine public (mise à disposition, occupation du domaine public, ...)

a) La fiscalité directe



A la suite de la réforme de la Taxe d'Habitation, les communes ne perçoivent plus le produit de la Taxe d'habitation qui est remplacé par le produit de Taxe Foncière que percevait le Département. Un mécanisme de coefficient correcteur permet de compenser la perte de la Taxe d'Habitation.

Entre 2023 et 2024, le produit de la taxe foncière a augmenté de 4,10 %, correspondant à la revalorisation forfaitaire des bases fiscales et à leur dynamisme. C'est à ces bases fiscales que sont ensuite appliqués les taux d'imposition votés par les collectivités : commune, intercommunalité... À Breuillet, le taux n'a pas augmenté et ce, pour la 4ème année consécutive.

b) La fiscalité indirecte

La fiscalité indirecte est principalement représentée par la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC), le Fonds de Solidarité de la Région Ile de France (FSRIF) et les Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO).

➤ Dotation de Solidarité Communautaire (DSC)

La DSC représente un versement de la part de Cœur d'Essonne Agglomération aux communes membres. Ce dispositif repose sur un principe de solidarité, répondant au besoin de péréquation au sein de l'intercommunalité pour essentiellement lutter contre la fracture territoriale. Cette dotation est versée depuis 2015 et représente une enveloppe légèrement inférieure à 4 M€ pour l'Agglomération démontrant ainsi **la volonté de solidarité au sein de l'intercommunalité**. Ce montant est stable depuis 2022 et représente un montant annuel de 178 300 € pour la commune de Breuillet pour 2024.

➤ Fonds de Solidarité de la Région Ile de France (FSRIF)

Ce fonds représente un dispositif de péréquation horizontale spécifique à la région Ile-de-France et permet une redistribution des richesses entre les communes de la région afin de réduire les inégalités entre les communes franciliennes.

La réforme de la Taxe d'Habitation, qui a modifié les indicateurs financiers des communes, impacte directement la répartition de ce fonds. Après une baisse de 29 315 € sur 2023, une hausse de 7,91 % est constatée sur 2024 pour un montant prévisionnel de **337 606 €**. Depuis 2019, une baisse de 13,35 % est constatée. Un maintien de l'enveloppe de ce fonds est prévu sur l'année 2025.

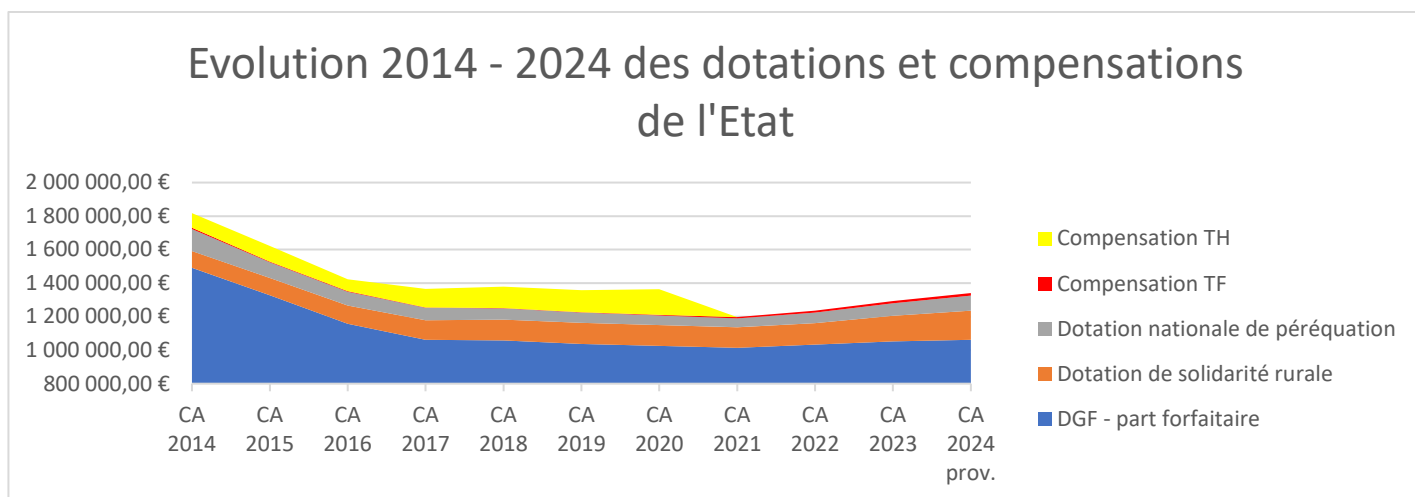
➤ Les Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO)

Les DMTO portent sur la vente d'immeubles, de terrains, de titres de société et les ventes de fonds de commerce, l'apport en société, le partage et l'adjudication. Dans la plus grande partie des cas, les DMTO sont à la charge de l'acheteur du bien immobilier. Le taux communal est fixé à 1,20 % et n'est pas modulable par les communes.

Sur la période 2019 / 2024, le montant de ces DMTO a diminué de 40,93 %. Malgré une forte reprise en 2021 et 2022, la crise immobilière, induite par la hausse des taux d'intérêt, impacte directement le volume des transactions. Ils devraient se stabiliser entre 2023 et 2024 à hauteur de 250 k€. **Le projet de Budget Primitif anticipe le montant des DMTO à hauteur de 300 k€.**

c) Les dotations et compensations de l'Etat

La contribution au redressement des finances publiques débutée en 2014 a fortement impacté les dotations versées aux collectivités ces dix dernières années. Il est donc proposé de retenir la période 2014-2024 pour l'analyse.



Les dotations et compensations versées par l'Etat ont chuté de 26.19 % sur la période 2014/2024 principalement du fait de la baisse de la part forfaitaire de la Dotation Globale de Fonctionnement, de la Dotation Nationale de Péréquation et de la fin du versement de la compensation de la Taxe d'Habitation (réforme de la Taxe d'Habitation). En 2023 et 2024, les 3 composantes de la DGF repartent cependant légèrement à la hausse.

➤ Part forfaitaire de la Dotation Globale de Fonctionnement

La part forfaitaire de la Dotation Globale de Fonctionnement a chuté de 28,82 % sur la période. Au-delà de la perte en valeur de 440 k€, s'agissant d'une ressource récurrente, il convient d'analyser cette perte en cumulé. **La perte de ressource cumulée pour le budget communal est de 4,08 M€ sur la période 2014-2024.**

➤ Dotation Nationale de Péréquation

Cette dotation est une composante de la Dotation Globale de Fonctionnement et peut s'analyser comme la part forfaitaire. **La perte de ressource cumulée pour le budget communal est de 600 k€ sur la période 2014-2024.**

➤ Allocation compensatrice de la Taxe d'Habitation

Cette compensation était versée par l'Etat afin de compenser les mesures d'exonération de la taxe d'habitation pour les foyers aux ressources modestes. Dans le cadre de la réforme de la Taxe d'Habitation, cette compensation n'est plus versée aux communes mais est intégrée dans le coefficient correcteur.

2 – Les dépenses réelles de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement ont augmenté de **21,03 %** sur la période 2019-2024.

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024 prov.
Charges à caractère général (chap. 011)	2 416 137	2 245 168	2 262 911	2 588 586	2 957 148	2 950 000
<i>Dont gaz</i>	92 246	54 652	41 488	132 903	228 572	175 000
<i>Dont électricité</i>	119 060	136 185	139 592	178 559	245 937	305 000
Charges de personnel et frais assimilés (chap. 012)	4 449 992	4 508 934	4 557 026	4 963 636	5 197 869	5 360 000
Atténuation de produit (chap. 014)	503 341	499 701	494 343	493 350	496 290	528 500
Attribution de compensation	462 387	462 387	462 387	462 387	462 387	504 244
Prélèvement SRU	40 755	37 317	31 957	30 964	33 904	24 256
Autres charges de gestion courante (chap. 65)	440 742	512 946	411 001	492 910	559 651	533 000
Contingents et participations obligatoires	463	458	452	458	496	529
Subventions versées	276 205	342 915	248 181	330 768	378 289	354 990
Associations	66 605	65 415	56 781	64 999	62 430	69 970
CCAS	149 600	217 500	191 400	228 000	254 390	227 800
Caisse des écoles	60 000	60 000	0	37 769	61 469	57 220
Autres charges de gestion courante (autres articles 65)	164 074	169 573	162 368	161 685	180 867	177 481
Total des dépenses de gestion courante	7 810 213	7 766 749	7 725 282	8 538 483	9 210 958	9 371 500
Charges financières	93 803	152 255	72 392	65 645	166 271	195 601
Charges exceptionnelles (chap. 67)	436	2 656	41 858	15 589	0	0
Sous-total charges d'exploitation	94 238	154 911	114 250	81 234	166 271	195 601
Total des dépenses réelles de fonctionnement	7 904 451	7 921 660	7 839 532	8 619 717	9 377 230	9 567 101

a) Chapitre 011 – Les charges à caractère général

Ce chapitre a augmenté de 22,09 % sur la période 2019-2024. Cela s'explique par :

- La flambée des prix de l'énergie qui a fait passer les dépenses d'électricité et de gaz à quasiment 500 k€ en 2024. Le gaz a bondi de 89 % entre 2019 et 2024 et l'électricité de 156 % sur la même période.
- L'augmentation de la part de produits bio, de qualité et durables au niveau de la restauration scolaire, l'inflation sur les denrées alimentaires qui a provoqué une nouvelle hausse de 6,08 % en 2024 de la prestation de restauration scolaire ainsi que l'augmentation du nombre d'enfants inscrits à la cantine. Ce poste de dépenses a augmenté de 34,75 % sur la période 2019-2024.
- Le renforcement de l'entretien des espaces verts de la commune (125 K€ en 2019 contre 260 K€ en 2024)

Pour la fourniture d'électricité, la commune adhère au SIPPAREC (syndicat énergies et numérique) qui gère la mise en concurrence via un groupement de commandes. Pour 2025, le syndicat prévoit une baisse des prix de l'électricité de 25 % sur 2025 pour les compteurs délivrant une puissance supérieure à 36 kVa. Du fait des nouveaux équipements mis en service en 2024, la prévision 2025 pour la commune vise une baisse de 10 % de ses charges d'électricité.

A la suite de la fin des tarifs réglementés du gaz depuis le 1^{er} juillet 2023, la commune a opté pour l'application de prix fixes gaz pour 3 ans. De plus, la mise en route de la géothermie au niveau du groupe scolaire Camille Magné à compter de la saison de chauffe 2023/2024 devrait permettre des gains sur les consommations de gaz.

L'ensemble des communes voient leurs charges à caractère général augmenter entre 2023 et 2024⁴ de 4,8 %. **La commune de Breuillet, quant à elle, arrive à maintenir à un niveau équivalent ses charges grâce à une recherche constante d'optimisation de ses coûts.**

b) Chapitre 012 – Les charges de personnel

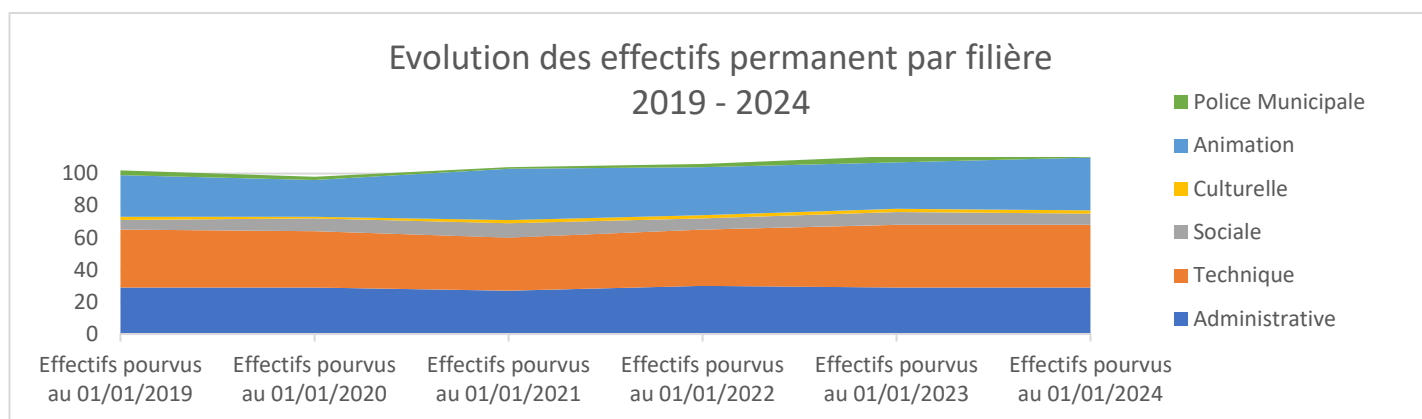
Sur la période 2019-2024, les charges de personnel ont augmenté de 20,45 %.

Cette augmentation est notamment liée à :

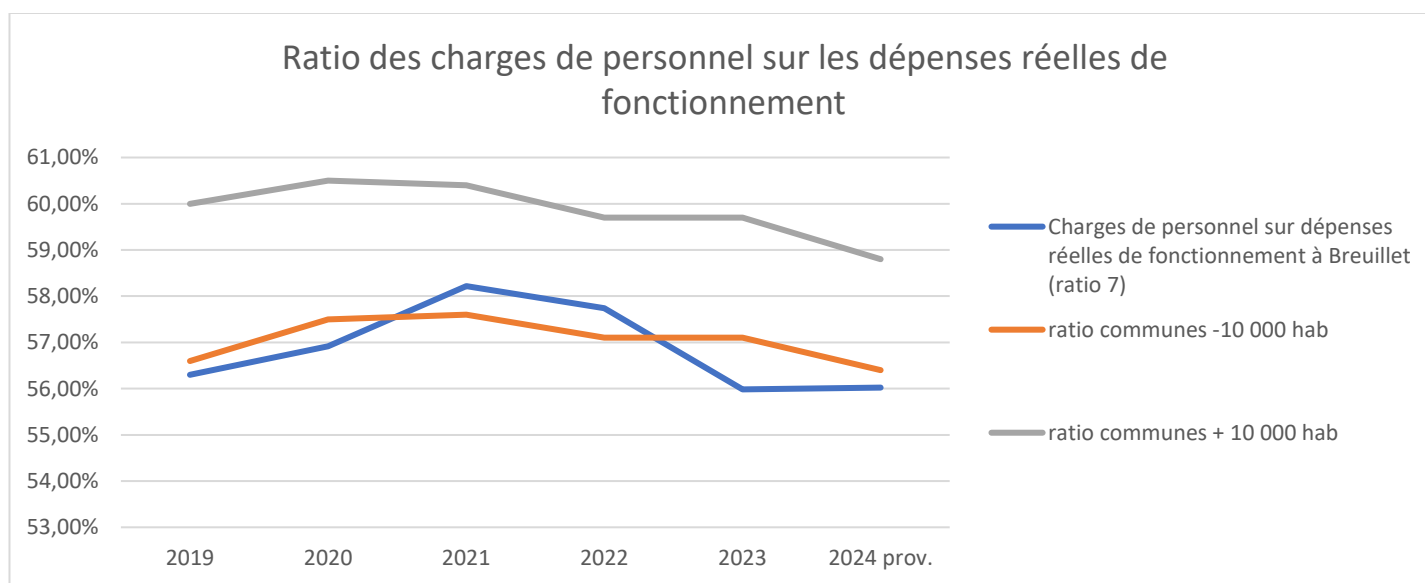
- L'augmentation du point d'indice de 3,5 % à compter du 1^{er} juillet 2022
- L'augmentation du point d'indice de 1,5 % à compter du 1^{er} juillet 2023
- Attribution de 5 points d'indice à l'ensemble des agents au 1^{er} janvier 2024
- La revalorisation du SMIC de 16,15 % entre le 1^{er} janvier 2019 et le 1^{er} janvier 2024
- L'évolution du Glissement Vieillessement Technicité (GVT),
- L'évolution intervenue sur la grille indiciaire des catégories C
- La mise en place du RIFSEEP dans la commune pour l'ensemble des filières (hors filière Police municipale). L'augmentation des effectifs scolaires entraînant le recrutement d'animateurs pour garantir les taux d'encadrement et d'ATSEM pour les écoles maternelles
- Le recrutement d'un nouvel agent de Police Municipale dans le cadre de la mutualisation avec la commune de Bruyères-le-Châtel (compensée en partie à travers une convention de mise à disposition de cet ETP auprès de la commune de Bruyères-le-Châtel).
- Au recrutement de personnel pour faire vivre de nouveaux équipements et projets : gardien du parc du Colombier, cheffe de projet Petite Ville de Demain (poste compensé à 75 % par des participations publiques)

D'autre part, les effectifs permanents pourvus de la collectivité ont augmenté de 10,78 % du 1^{er} janvier 2019 au 1^{er} janvier 2024. Sur la période, les principales évolutions concernent la filière sociale (augmentation du nombre d'ATSEM en lien avec l'augmentation des effectifs scolaires) et la filière Police Municipale (mutualisation du service avec la commune de Bruyères-le-Châtel) qui ont respectivement évoluées de + 16,67 % et de + 26,92 %.

⁴ La Banque Postale – Note de conjoncture septembre 2024



En rapportant les charges de personnel aux dépenses réelles de fonctionnement, une comparaison est possible avec les communes de la strate supérieure et de la strate inférieure⁵. Même si la commune voit ce ratio plongé en 2023 du fait de la forte augmentation des dépenses réelles de fonctionnement, on constate cependant que son évolution suit le ratio des communes de moins de 10 000 habitants indiquant une gestion rigoureuse de ses dépenses.

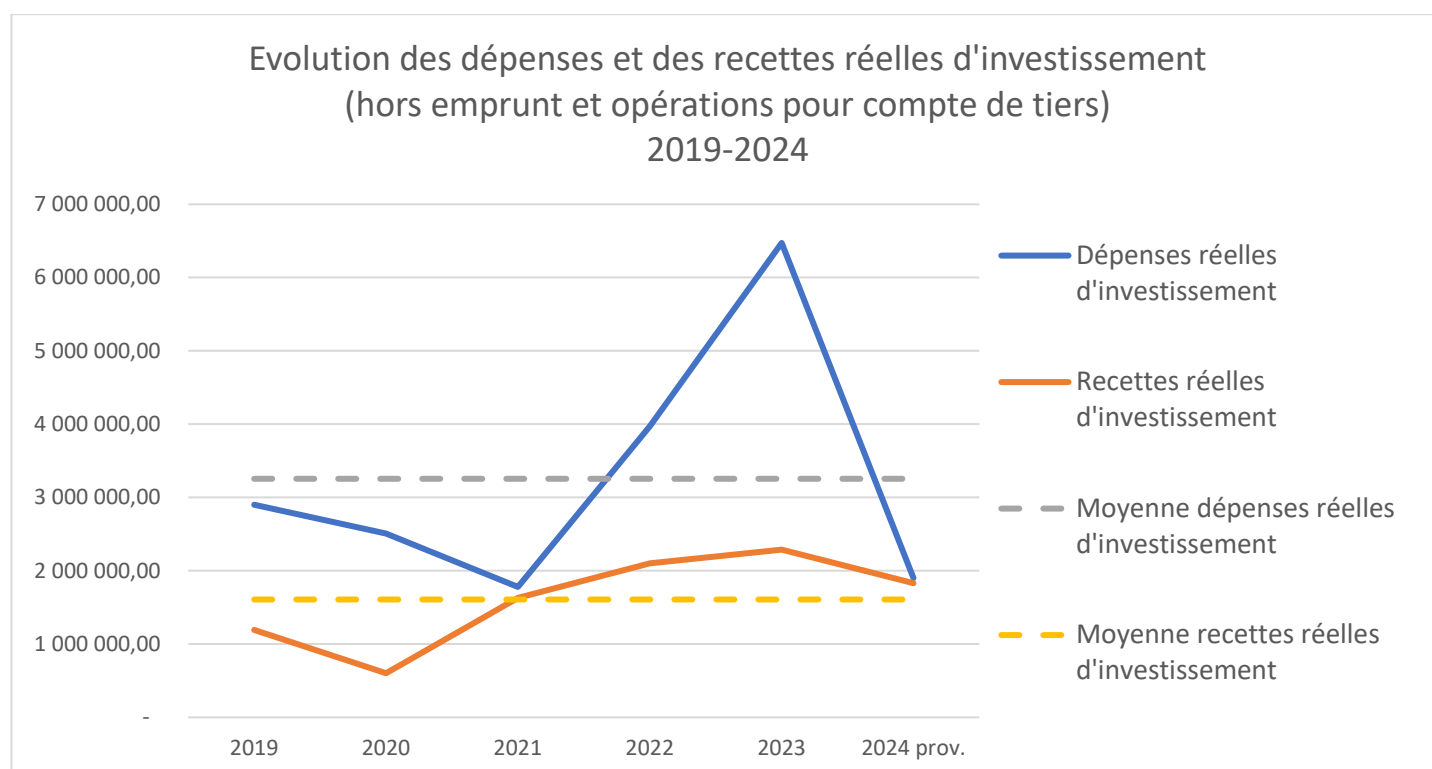


c) Chapitre 66 – Les charges financières

Les charges financières de la collectivité ont augmenté de 108,52 % sur la période 2019 / 2024. Le taux d'intérêt moyen payé en 2023 a été de 2,01 % contre un taux de 2,33 % en 2024 pour les 15 lignes d'emprunt de la collectivité. Cette augmentation correspond à la variation des taux de 2 lignes d'emprunt à taux variable indexé sur l'eurobor 6 mois et au taux d'intérêt fixe de 4,39 % pour le prêt relais mobilisé en 2023.

⁵ Direction générale des Collectivités Locales – Les collectivités territoriales en chiffres 2024

B – Les grandes masses réelles de la section d'investissement



Sur la période 2019/2024, les dépenses réelles d'investissement (hors emprunt) représentent un volume de 19,5 M€ correspondant à une moyenne annuelle de 3,25 M€.

Sur la même période, les recettes d'investissement s'élèvent à 9,65 M€ soit une moyenne de 1,60 M€ annuelle.

1 – Les dépenses d'investissement

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024 prov.
Dépenses d'équipement	2 757 234	2 495 553	1 581 389	3 969 730	6 460 613	1 891 000
Subventions d'équipement	141 636	11 900	198 548	2 500	12 400	9 000
Sous-total dépenses d'équipement	2 898 870	2 507 453	1 779 937	3 972 230	6 473 013	1 900 000
Remboursement capital de la dette	596 494	617 129	714 724	714 838	848 768	1 611 481
Autres investissements hors PPI	502	1 402 223	0	0	0	0
Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers en dépense	957 240	79 187	0	0	0	0
Total des dépenses réelles d'investissement	4 453 107	4 605 991	2 494 661	4 687 068	7 321 781	3 511 481

Mis en ligne le 06/12/2024 à 18h22

REÇU EN PREFECTURE
le 05/12/2024

Application agréée E-legalite.com

21_RP-091-219101052-20241130-2024I32-DE

L'année 2024 verra un effort d'investissement moins soutenu que les deux précédents exercices. Il s'agit principalement des dépenses suivantes :

- Finalisation de l'aménagement paysagé du Parc du Colombier (subventionné à hauteur de 59 %)
- Finalisation de l'extension de l'accueil de loisirs du groupe scolaire Camille Magné (subventionné à hauteur de 50%)
- Finalisation de la mise en place d'un chauffage par géothermie au sein du groupe scolaire Camille Magné (subventionné à hauteur de 47%)
- Rénovation énergétique du Moulin des Muses (subventionné à hauteur de 64,5 %)
- Acquisition des parcelles AW118-137-138-139-140-141 et 142 situé au 50 route de Guisseray
- Curage des fossés route d'Arpajon, Folleville et Boissière
- Etude de désimperméabilisation, de renaturation et de gestion à la parcelle des eaux pluviales

L'année 2025 sera principalement consacrée aux études liées au dimensionnement des équipements scolaires dans le cadre de l'aménagement de l'EcoQuartier du Pont des Gains, ainsi qu'aux thématiques environnementales (rénovation énergétique du gymnase François Ruiz, réaménagement et renaturation du centre-ville) et médicales (projet de maison de soutien à la mise en place d'une pratique coordonnée entre les professionnels de santé afin d'être attractif pour le monde médical).

2 – Les recettes d'investissement

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024 prov.
FCTVA	181 537	0	482 954	165 807	482 954	722 866
Taxe d'urbanisme	239 464	192 409	250 000	103 217	37 946	10 000
Subventions	531 353	410 291	732 721	1 827 465	1 767 537	1 100 000
Autres immobilisations financières (chap. 27)	30	0	0	0	0	0
Autres recettes	243 153	0	0	0	0	0
Sous-total des recettes d'investissement	1 195 537	602 700	1 465 676	2 096 489	2 288 438	1 832 866
Emprunts en cours	0	1 070 777	0	2 500 000	1 390 000	385 000
Total des recettes réelles d'investissement	1 195 537	1 673 477	1 465 676	4 596 489	3 678 438	2 217 866

Le volume des subventions reste important sur 2024 du fait de la perception des soldes de subvention liés aux projets achevés (extension de l'accueil de loisirs et géothermie au groupe scolaire Camille Magné, aménagement du Parc du colombier).

D'autre part, le volume de FCTVA perçu sur 2024 a permis le remboursement anticipé de son prêt relais contracté en 2023. Le solde du prêt relais sera remboursé en 2025 pour un montant de 340 000 €.

Enfin la commune doit contracter un nouvel emprunt pour un montant de 385 000 € qui sera réalisé avant la fin de l'année.

Sans tenir compte des opérations de renégociation d'emprunt ni des opérations pour compte de tiers qui sont compensées en dépenses et en recettes, la part de chacune des composantes des recettes réelles d'investissement sont les suivantes :

Répartition des composantes des recettes réelles d'investissement sur la période 2019 / 2024



Mis en ligne le 06/12/2024 à 18h22

REÇU EN PREFECTURE
le 05/12/2024

Application agréée E-legalite.com

21_RP-091-219101052-20241130-2024I32-DE

C – Les réalisations 2024 de l'intercommunalité

1 – Cœur d'Essonne Agglomération

- **Travaux de réhabilitation de la Maison des Larris** : la commune a mis à disposition les locaux de la salle des Raisins d'Or, le bureau de l'espace de vie sociale « Parenthèse » ainsi que du bâtiment social du 20 rue des Ecoles afin de poursuivre l'accueil des enfants et des familles pendant la période de travaux. Le bâtiment a été livré en septembre 2024 et permet une augmentation du nombre de berceaux au sein du multi-accueil (de 12 à 27 berceaux à présent pour le multi-accueil). Il permet également une professionnalisation plus importante des assistantes maternelles par l'ouverture de créneaux horaires plus élargis pour la crèche familiale (les locaux ne seront plus partagés mais un étage sera dédié au RAM, à la crèche familiale et au multi-accueil). Enfin, l'accueil du RAM au dernier étage se fera à présent par le biais d'un ascenseur installé spécifiquement sur ce bâtiment.
- **Petite Enfance : de nombreuses actions réalisées en 2024**
 - o Organisation d'un temps de partage entre la direction de la crèche et les ATSEM sur la thématique de l'accueil du tout petit
 - o Temps de partage avec les animateurs de maternelle et visite/échange autour de l'aménagement des locaux ALSH pour l'accueil des plus petits
 - o Organisation de 4 matinées d'adaptation (école puis ALSH les mercredis matin) pour les enfants du RAM en présence de la direction de la crèche et des assistantes maternelles
 - o Présence de quelques animateurs et ATSEM lors d'une conférence petite enfance sur la base du volontariat
 - o Echange entre la direction de la crèche et les directions d'écoles et des ALSH en amont de la rentrée scolaire à propos des enfants rentrant à l'école (suivi, situation familiale, troubles du comportement etc.)
 - o Echange au cours de l'année entre l'enfance et la petite enfance à propos d'une situation préoccupante d'une famille où chaque service accueillait un enfant d'une même fratrie – cette communication n'aurait pas eu lieu sans actions communes préalables
 - o Projet d'ateliers en commun entre les maternels et les petits de la crèche. Les enfants de la crèche sont venus à l'ALSH un mercredi matin. Ce Projet sera renouvelé en 2024-2025
 - o Prêt de locaux à la crèche et au RAM : espace de loisirs de la Badaudière les mercredis après-midi et les salles maternelles ALSH Port-Sud environ 2 vendredis par mois.
- Intégration de la commune de Breuillet au service commun des systèmes d'information de Cœur d'Essonne : **l'intégralité du parc informatique est aujourd'hui gérée par Cœur d'Essonne Agglomération.**
- **Travaux de création et de renouvellement de poteaux incendie à Breuillet**
- **Consultation publique et approbation du Plan Climat-Air-Energie Territorial, feuille de route opérationnelle et stratégique de la transition écologique et énergétique de Cœur d'Essonne (7 axes de travail et 42 actions)**
- **ZAC du Buisson Rondeau :**

- Prolongation de la concession d'une année supplémentaire jusqu'au 31 décembre 2024 par le biais d'un avenant au traité de concession
- Fusion d'Essonne Aménagement avec Citallios nécessitant la signature d'un avenant permettant d'assurer la continuité et la finalisation de la ZAC.
- Finalisation des travaux de reprises des espaces publics et de finition des espaces verts
- **Poursuite du Déploiement de la fibre optique**
- **Etude pour la réalisation de travaux de la liaison vélo Bruyères-le-Châtel / Gare Breuillet-Bruyères en lien avec le Conseil Départemental**
- **Installation de compteurs vélos permanents sur certains itinéraires cyclables afin de mesurer l'impact des aménagements existants sur la pratique du vélo.**
- **Etudes et travaux en matière de voirie :**
 - Réalisation des travaux du tourne-à-gauche de la RD 116 pour accéder au parc du Colombier et déplacement des coffrets gaz et électricité
 - Création de places de stationnement place de la Tuilerie
 - Etudes géotechniques rue de la Tournée, rue Surcouf et avenue des Alizées
 - Aménagement du trottoir avec désimperméabilisation de la rue de la Fosse Ronde
 - Avenue Surcouf
 - Avenue des Alizées
 - Reprise de la voirie, des bordures et stabilisation des bas-côtés route de la Folleville
 - Implantation d'un réducteur de vitesse rue Vasco de Gama (à venir)
- **Gestion des eaux pluviales :**
 - Participation aux travaux d'étude de gestion alternative des eaux pluviales engagée par la commune
- **Eclairage public : Modernisation de 149 luminaires led**
 - Route des Prairies 18 luminaires
 - Rue de la Boëlle Bizard 39 luminaires
 - Rue de l'ancienne Poste 8 luminaires
 - Impasse des Fleurs 8 luminaires
 - Grande rue 12 luminaires
 - Rue des Berges 4 luminaires
 - Rue des Buttes Réault 15 luminaires
 - Rue du Volumier 17 luminaires
 - Rue de Brabant 28 luminaires
- **Assainissement :**
 - **Entretien du réseau**
 - **Curage impasse des Fleurs**
 - **Action de pompage lors des inondations**
 - Réalisation de branchements lors des travaux en tranchée des avenues Surcouf et Alizées
 - Participation de Cœur d'Essonne aux groupes de travail relatifs au projet d'aménagement de l'EcoQuartier du Pont des Gains
 - **Etudes sur les eaux usées avenue de Bougainville**

- **SESAME :**

- Animation de tables rondes sur l'animation foncière
- Accompagnement de la commune de Breuillet dans la mutation de parcelles pour favoriser l'implantation d'une exploitation agricole.
- Lancement des sondages pollution sur les parcelles concernées par le projet sur le secteur du Pont des Gains. Des traces de pollutions ont été relevées et des études complémentaires ont été lancées.

2 – Syndicats

- **SIREDOM :**

- La compétence Gestion des déchets est répartie entre l'Agglomération pour la collecte et le Siredom pour le traitement
- En janvier 2024, et au regard de l'obligation de traitement des biodéchets sur l'ensemble de la France (loi dite AGEC), le Siredom, Semardel et les collectivités adhérentes du Siredom dont Cœur d'Essonne Agglomération, ont décidé de construire une unité de tri des biodéchets pour permettre la valorisation des biodéchets des particuliers. La future unité de tri des biodéchets est actuellement en construction sur l'Écosite de la Semardel. La fin du chantier et sa mise en route effectives sont prévues au 1er juillet 2025. Les habitants déposeront leurs biodéchets dans des sacs dédiés de couleur orange. Ils mettront ces sacs dans la même poubelle que celle des ordures ménagères. Ces sacs seront acheminés sur l'unité de tri avec la même collecte que celle des ordures ménagères. Il n'y aura donc pas de camions de collectes supplémentaires. Le tri optique des sacs orange sera effectué par des robots qui analyseront la couleur des sacs. Ces déchets triés seront ensuite traités dans un méthaniseur pour devenir du biogaz (boucle vertueuse entre un déchet issu d'une cuisine qui devient une énergie produite localement).
- Mise en place d'une nouvelle procédure pour obtenir les cartes de déchèteries : Le Siredom s'est doté d'une nouvelle plateforme numérique pour gérer les inscriptions, les passages en déchèterie et les renouvellements de cartes.
- Intervention du SIREDOM auprès du CME dans le cadre de la présentation du jeu Moderis sur la collecte, le traitement et la valorisation des déchets.

- **SYORP :**

- Convention de gestion de l'étang de Malassis avec le Syndicat de l'ORGE et co-rédaction du règlement intérieur de l'étang de Malassis.
- L'ouverture au public de l'étang de Malassis en juin 2024, au-delà de proposer un lieu de promenade supplémentaire aux Breuilletois, permet de déployer une zone d'expansion de crues intéressante.
- Finalisation de l'étude hydraulique afin de développer notre connaissance du fonctionnement hydraulique de la rivière, prévenir les inondations, mieux gérer les eaux de pluie à la source et sensibiliser les acteurs comme la population au risque d'inondation, notamment à travers Vigi'Orge

- Travaux de reméandrage de la Grande Boëlle dans le cadre de la prévention des inondations du quartier de Port-Sud (acquisition à venir d'une parcelle de la Prairie de Dampierre)
- **SYMGHAV :**
 - Changement de différents éléments électriques des blocs sanitaires (interrupteurs, boutons presseur, luminaires ...)
 - Réparation et changement de la robinetterie sur certains blocs sanitaires
 - Recherche et retrait de branchements sauvages de l'aire (câbles électriques cachés)
 - Entretien général de l'aire et des espaces verts
 - Vérification périodique annuelle des installations électriques (10 coffrets)
 - Vérification et entretien annuelle des éclairages extérieurs
 - Entretien et curage des réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales, du poste de relevage et du séparateur d'hydrocarbure
 - Entretien mécanique et électrique de la station des eaux usées
 - Entretien des armoires de commande
 - Enlèvement des dépôts sauvages de l'aire et aux abords de l'aire
 - Changement de 3 portes de 3 blocs sanitaires et prévision de changement de 4 autres portes en 2025
- **SMOYS :**
 - Implantation d'une borne de recharge mis en service en novembre 2024 sur le parking devant le Moulin des Muses
 - Etude pour l'implantation d'une seconde borne de deux prises de recharge rue du Chemin Herbu proche du circuit de roller de la Badaudière.
- **La Régie de l'eau « Eau Cœur Essonne » :**
 - Intervention 36 fuites sur branchements
 - Intervention 2 fois sur fuite de canalisation
 - Renouvellement de 5 branchements de canalisation
 - Pose de 15 nouveaux branchements
 - Changement de 68 compteurs
 - Assistance dans la compréhension de l'alimentation du réseau d'eau potable des 48 et 50 route de Guissey

III – Les orientations du Budget Primitif 2025

Le budget 2025 est en cours d'élaboration. Les chiffres 2025 sont donnés à titre provisoire et peuvent être amenés à être modifiés. Les récentes inondations ayant fortement endommagé notre centre culturel et associatif du Moulin des Muses, ont aussi un impact important sur l'élaboration du budget 2025.

A – Les recettes réelles de fonctionnement

	Budget 2024	CA 2024 prov.	Budget Primitif 2025 prov.	Evolution BP 2025 / CA 2024 prov.
Atténuation de charges (chap. 013)	291 000	310 000	289 700	-6,55 %
Produits des services (chap. 70)	540 455	550 000	540 675	-1,70 %
Impôts et taxes (chap. 73)	514 100	515 906	518 000	0,41 %
Fonds de solidarité des communes d'île de France	337 600	337 606	340 000	0,71 %
Dotations de solidarité communautaire	176 500	178 300	178 000	-0,17 %
Fiscalité locale (chap. 731)	7 192 775	7 226 226	7 480 500	3,52 %
Produit des taxes directes	6 755 275	6 754 220	6 965 000	3,12 %
Taxe sur l'électricité	180 000	163 830	185 000	12,92 %
Taxes sur la publicité	55 000	55 418	27 500	-50,38 %
Droits de Mutation à Titre onéreux	200 000	250 000	300 000	20,00 %
Autres taxes	2 500	2 758	3 000	8,76 %
Dotations et participations (chap. 74)	1 954 100	1 942 570	1 931 395	-0,58 %
DGF	1 324 750	1 325 732	1 328 895	0,24 %
FCTVA	5 000	5 249	-	-100,00 %
Participations	294 240	276 199	274 000	-0,80 %
Compensation TF	11 500	15 818	15 000	-5,17 %
Fonds départemental TP	105 000	104 614	105 000	0,37 %
Titres sécurisés	15 000	31 198	15 000	-51,92 %
Autres	198 610	183 760	193 500	5,30 %
Autres produits de gestion courante (chap. 75)	68 410	116 525	227 480	95,22 %
Total des recettes de gestion courante	10 560 840	10 661 227	10 987 750	3,06 %
Produits financiers (chap. 76)	2	3	-	-100,00 %
Produit des cessions d'immobilisations	-	-	-	-
Produits exceptionnels	-	-	-	-
Autres recettes d'exploitation	2	3	-	-100,00 %
Total des recettes réelles de fonctionnement	10 560 842	10 661 230	10 987 750	3,06 %

Il est prévu que les **recettes réelles de fonctionnement soient en augmentation de 3,06 %** par rapport au Compte Administratif provisoire 2024 et ce, sans évolution des taux d'imposition en 2025. De plus, la commune souhaite maintenir son niveau de service en faisant en sorte de ne pas augmenter les

tarifs municipaux. Ces derniers pourront néanmoins faire l'objet d'une réévaluation en fonction du niveau de l'inflation.

Cette trajectoire est principalement le résultat de :

- L'augmentation forfaitaire anticipée des bases de fiscalité à hauteur de 2 % pour l'année 2025 ainsi qu'une variation physique des bases de 1 %.
- L'estimation du remboursement de l'assurance de la ville pour les dommages engendrés par les récentes inondations sur les bâtiments municipaux.

Les chapitres 013, 70, 731 et 74 sont quasiment à la même hauteur qu'en 2024.

- Chapitre 013 : remboursement du personnel mis à disposition (services Voirie et Police Municipale) et remboursement des arrêts longs par l'assurance du personnel.
- Chapitre 70 : fin de la mise à disposition de locaux au personnel petite enfance de Cœur d'Essonne Agglomération à la suite de la réouverture de la Maison des Larris et augmentation des recettes périscolaires du fait de l'augmentation du nombre d'enfants sur les temps périscolaires.
- Chapitre 731 : projection de recettes des Droits de Mutation à titre Onéreux à hauteur de 300 k€.
- Chapitre 74 : prise en compte du bonus Egalim dans la subvention de l'Etat pour la cantine à 1 €

Pour l'année 2025, **l'enveloppe relative à la Dotation de Solidarité Communautaire est maintenue par l'Agglomération.**

B – Les dépenses de fonctionnement

	Budget 2024	CA 2024 prov.	Budget Primitif 2025 prov.	Evolution BP 2025 / CA 2024 prov.
Charges à caractère général (chap. 011)	3 038 116	2 950 000	3 057 232	3,63 %
<i>Dont gaz</i>	175 000	305 000	190 000	-37,70 %
<i>Dont électricité</i>	300 000	175 000	270 000	54,29 %
Charges de personnel et frais assimilés (chap. 012)	5 403 300	5 360 000	5 525 000	3,08 %
Atténuation de produit (Chap. 014)	538 603	528 500	532 000	0,66 %
Attribution de compensation	504 603	504 244	502 000	-0,45 %
Prélèvement SRU	34 000	24 256	30 000	23,68 %
Autres charges de gestion courante (chap. 65)	533 730	533 000	602 833	12,16 %
Contingents et participations obligatoires	529	529	18 000	3 302,65 %
Subventions versées	354 990	354 990	396 733	11,76 %
Associations	69 970	69 970	70 000	0,04 %
Coopératives scolaires	0	0	51 610	-
CCAS	257 800	227 800	275 123	20,77 %
Caisse des écoles	57 220	57 220	0	-9,80 %
Autres charges de gestion courante	178 211	177 481	183 100	3,17 %
Total des dépenses de gestion courante	9 513 749	9 371 500	9 712 065	3,63 %
Charges financières (chap. 66)	200 200	195 601	139 700	-28,58 %
Charges exceptionnelles (chap. 67)	0	0	0	-

Mis en ligne le 06/12/2024 à 18h22

REÇU EN PREFECTURE
le 05/12/2024

Application agréée E-legalite.com

21_RP-091-219101052-20241130-2024I32-DE

Sous-total charges d'exploitation	200 200	195 601	139 700	-28,58 %
Total des dépenses réelles de fonctionnement	9 713 949	9 567 101	9 851 765	2,98 %

Les dépenses réelles de fonctionnement du Budget Primitif 2025 sont en hausse de 2,98 % en comparaison avec le Compte Administratif provisoire 2024.

Cette trajectoire est principalement le résultat :

- **D'une augmentation de 3,63 % des charges à caractère générale** résultant principalement de l'augmentation du coût de la DSP restauration et d'un renforcement de l'entretien des bâtiments communaux. Les dépenses de gaz et d'électricité sont en léger recul du fait de la baisse annoncée des prix de l'électricité. De plus, l'ensemble des manifestations de la ville sont maintenues et la ville.
- **D'une augmentation de 3,08 % des charges de personnel liée :**
 - o A la revalorisation du SMIC au 1^{er} novembre 2024
 - o A l'augmentation de 5 points des cotisations patronales à la CNRACL, à compter du 1^{er} janvier 2025
 - o Aux recrutements à venir (animateurs temps du midi et ATSEM supplémentaires, à compter de septembre 2025
 - o A l'évolution du Glissement Vieillessement Technicité
- **D'une augmentation de 12,16 % des autres charges de gestion courante** principalement du fait de l'augmentation de la subvention attribuée au CCAS. Les montants seront réajustés lors du Budget Supplémentaire. D'autre part, la cotisation au SDIS de l'Essonne sera versée par la commune à hauteur de 18 k€. Il est prévu que ce montant soit pris en charge par l'Agglomération à travers l'attribution de compensation.

Les charges financières de la collectivité baissent de 28,58 % correspondant à l'anticipation de la baisse des taux d'intérêt sur 2025 et au remboursement anticipé 2024 du prêt relais pour un montant de 750 k€.

L'Agglomération poursuit également son effort à destination des communes membres en maintenant sur 2025 la prise en charge totale de la part communale du Fonds de Péréquation des recettes Intercommunales et Communales.

C – Les dépenses d'investissement

	Budget 2024	CA 2024 prov.	Budget Primitif 2025 prov.	Evolution BP 2025 / CA 2024 prov.
Dépenses d'équipement	3 118 933	1 891 000	1 346 355	-28,80 %
Subventions d'équipement	9 000	9 000	7 500	-16,67 %
Sous-total dépenses d'équipement	3 127 933	1 900 000	1 353 855	-28,74 %
Remboursement capital de la dette	1 650 000	1 611 481	1 203 335	-25,33 %
Autres investissements hors PPI	24 002	0	0	-

Mis en ligne le 06/12/2024 à 18h22



Autres immobilisations financières	0	0	0	-
Opérations pour compte de tiers en dépense	0	0	0	-
Total des dépenses réelles d'investissement	4 801 935	3 511 481	2 557 190	-27,18 %

Les dépenses d'équipement baissent de 28,74 % par rapport au budget 2024. Pour 2025, les principaux postes seront les suivants :

- Réhabilitation du patrimoine suite aux dommages causés par les inondations
- Acquisition de terrains auprès de l'EPIFIF dans le cadre de l'opération de l'EcoQuartier du Pont des Gains
- Poursuite des actions relatives à la renaturation
- Poursuite des actions de rénovation énergétique : rénovation énergétique du gymnase François Ruiz
- Préparation des études programmatiques pour le dimensionnement de nos écoles par rapport à l'évolution démographique anticipée de l'aménagement de l'EcoQuartier du Pont des Gains (restauration scolaire et bâtiments)
- Esquisse d'aménagement et de renaturation du centre-ville
- Apporter des réponses concrètes en matière de santé en mettant à disposition un local municipal pour accueillir un/des médecins généralistes et en finançant l'ingénierie nécessaire pour construire un projet d'exercice coordonné pour les professionnels de santé du territoire
- Fiabiliser le système de vidéoprotection de la commune

Le remboursement en capital de la dette correspond d'une part à l'amortissement du capital de la dette à long terme pour 863 335 € et d'autre part au remboursement du prêt relais contracté en 2023 qui fera l'objet d'un remboursement à hauteur de 340 000 € (solde) en 2025.

D – Les recettes d'investissement

	Budget 2024	CA 2024 prov.	Budget Primitif 2025 prov.	Evolution BP 2025 / CA 2024 prov.
FCTVA	731 000	722 866	250 000	-65,42 %
Taxe d'urbanisme	74 180	10 000	35 000	250,00 %
Subventions	1 861 939	1 100 000	352 964	-67,91 %
Sous-total des recettes d'investissement	2 667 118	1 832 866	637 964	-65,19 %
Emprunts en cours	385 674	385 000	783 241	103,44 %
Total des recettes réelles d'investissement	3 052 793	2 217 866	1 421 205	-35,92 %

Le FCTVA sera en forte baisse sur l'exercice 2025 du fait de la baisse des volumes d'investissement sur 2024 et de la baisse du taux de FCTVA. **Cette baisse de taux représente une perte évaluée à 100 k€.**

Les subventions sont en baisse de 67,91 % pour un montant évalué à 352 k€ correspondant aux montants notifiés et relatifs aux projets 2025 (dimensionnement de nos équipements scolaires et aménagement de l'EcoQuartier du Pont des Gains).

D'autre part, Cœur d'Essonne Agglomération a mis en place une enveloppe de 2 millions d'euros pour soutenir les communes de moins 10 000 habitants de son territoire pour accompagner leurs travaux d'économie d'énergie. La réhabilitation énergétique du Moulin des Muses bénéficie de cette aide pour un montant de 43 329,29 €. Le projet de géothermie du groupe scolaire Camille Magné et de réhabilitation de la Maison du Parc du Colombier seront présentés en 2025, ce qui permettra de maximiser le taux de subvention de ces deux projets.

L'emprunt servant à équilibrer les dépenses et les recettes d'investissement s'élève à 783 241 € au Budget Primitif 2025. Ce montant sera ajusté lors du budget Supplémentaire après intégration des résultats 2024.

E – Les orientations 2025 de l'Intercommunalité

- **Petite Enfance :**
 - o Projet de correspondance et de visite entre la crèche et les ALSH (projet d'animation créer)
- Poursuite en partenariat resserré avec l'Agglomération et la commune du plan d'actions des dispositifs **ORT (Opération de Revitalisation des Territoires) et Petites Villes de demain**
- **Aménagement : Clôture de la ZAC**, remise des ouvrages suite à l'achèvement des travaux du lotissement du Buisson Rondeau et rétrocession des espaces publics
- **Développement économique** : Accompagnement de la commune de Breuillet dans la mise en relation de porteurs de projets sur nos locaux vacants, revitalisation de la zone d'activités économiques de Guissey
- **Plan vélo** : Finalisation de la liaison cyclable entre Bruyères-le-Châtel et la gare de Breuillet-Bruyères
- **Assainissement** : travaux de chemisage des avenues Surcouf et Alizées ainsi que les travaux rue de Bougainville
- **SESAME** : Réalisation d'études hydraulique pour s'assurer de la faisabilité d'implantation d'une exploitation agricole sur le futur EcoQuartier du Pont des Gains. Travail en partenariat avec la SAFER
- **Déchets** : Mise en service de la nouvelle unité de tri des biodéchets pour une mise en service en juillet 2025.
- **Voirie :**
 - o Réparation du Pont de l'Abreuvoir à Moret en partenariat avec la Communauté de Communes Entre Juine et Renarde
 - o Réfection et renaturation de la rue de la Tournée
 - o Réalisation des travaux de reprise du Pont Jean Bart et du Pont de la Boissière suite aux audits réalisés
- **La Régie de l'eau « Eau Cœur Essonne » :**
 - o Renforcement de réseau de 200 ml de la canalisation d'EAP route de Dourdan dans le cadre du futur aménagement de l'EcoQuartier du Pont des Gains
 - o Etude sur le déploiement progressif de compteurs communicants

IV – Les Perspectives

L'année 2024 marque la fin d'un cycle d'investissement important pour la commune de Breuillet qui a livré des équipements de qualité aux Breuilletois : livraison du système de chauffage par géothermie sur le groupe scolaire Camille Magné, réhabilitation et l'extension de l'accueil de loisirs Camille Magné et la création du gymnase des Larris, isolation et travaux de couverture du Moulin des Muses.

La commune poursuivra également ses efforts en 2025 en matière énergétique. En effet, elle lancera un marché rénovation thermique du gymnase François Ruiz afin d'améliorer le confort thermique des utilisateurs permettant de diminuer en conséquence les consommations de fluides. Elle étudiera notamment la possibilité de solariser la toiture du gymnase.

Par ailleurs, la commune a lancé en 2024 une étude relative à la gestion des eaux pluviales afin de cibler des zones de désimperméabilisation et de renaturation à la parcelle des eaux pluviales.

A la suite des inondations d'octobre 2024, elle consacrera aussi une partie de son budget à la remise en état du Moulin des Muses ayant subi des dégâts considérables. La déclaration de la commune pour une reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle auprès de la Préfecture a été faite et, l'arrêté du 23 octobre 2024 a validé l'état de catastrophe naturelle pour l'inondation du 9 au 13 octobre 2024, ce qui devrait permettre de rembourser une partie des dépenses engagées par l'assureur de la commune.

L'année 2025 sera également marquée par **l'approbation du nouveau Plan Local d'Urbanisme** de la commune mais aussi par **la désignation de l'aménageur de l'EcoQuartier du Pont des Gains** dès le premier trimestre 2025. Une des missions de l'aménageur sera notamment de poursuivre la démarche de concertation et de participation citoyenne tout au long du projet. Cet aménagement a reçu le premier niveau de labellisation « Écoquartier » et la commune se fait accompagner par le CEREMA pour tenir ses engagements EcoQuartier de la conception à la livraison du quartier.

La création du futur EcoQuartier du Pont des Gains s'anticipe en dimensionnant au plus près les équipements publics de la ville à l'évolution démographique mais aussi en réfléchissant à l'implantation de nouveaux services de proximité. Sur ce point, les investissements de la ville ces dernières années contribuent pleinement à cet objectif (ex : création de la salle des Raisins d'Or, agrandissement de l'accueil de loisirs Camille Magné, création du gymnase des Larris...).

En conséquence, l'année 2025 sera consacrée au lancement des études permettant de préparer les projets suivants :

- L'agrandissement du restaurant scolaire du groupe scolaire Camille Magné – Les Graviers ainsi que du bâtiment des Petits Lutins : lancement d'une mission de programmation et d'assistance générale à maîtrise d'ouvrage pour la création de cette opération d'extension du restaurant scolaire.
- Le réaménagement et renaturation du centre-ville : l'étude engagée permettra de définir le projet d'aménagement globale du centre-ville à venir.

Attentive aux problématiques relatives à l'offre de soins, la commune a lancé en 2024 une étude de préfiguration à la construction d'une maison de santé pluridisciplinaire en 2025. Elle souhaite poursuivre les échanges avec les professionnels de santé en construisant avec eux un projet d'exercice coordonné (financement de l'ingénierie notamment pour définir un projet d'équipe de soins primaires) et proposer des solutions de local pour accueillir de nouveaux médecins.

Elle accordera également une attention particulière à son dispositif de vidéoprotection avec l'acquisition d'une caméra nomade et au perfectionnement de ses équipements.

Enfin, soucieuse de répondre au plus près aux besoins de sa population, la commune de Breuillet a lancé une enquête qualité à l'automne 2024, afin d'identifier plus précisément les besoins de sa population sur les 10 prochaines années et afin de continuer à proposer des solutions « sur-mesure » et adaptées à ses habitants. Les résultats seront présentés lors de six réunions publiques organisées durant le 1^{er} semestre 2025.

Pour 2025, les orientations de la commune sont les suivantes :

- **Maintenir le taux de taxe foncière sur l'exercice 2025**
- Maîtriser les charges courantes de fonctionnement malgré le contexte d'inflation et contraintes du nouveau projet de loi de finances (baisse de 2 points du FCTVA, augmentation de près de 5 points sur les cotisations patronales CNRACL, augmentation du SMIC, etc..)
- Poursuivre le programme d'investissement en priorisant les travaux ayant un impact sur les économies d'énergies possibles et sur le réchauffement climatique (lancement des travaux de maîtrise d'œuvre pour la rénovation thermique du gymnase François Ruiz, poursuite des travaux de désimperméabilisation des sols et renaturation...)
- Poursuivre l'association et la concertation avec les Breuilleteois dans les projets de la commune (Démarche qualité, animation de réunions de concertation sur l'aménagement du Pont des Gains, réunions publiques « Parlons Breuillet » ou autour de la démarche de revitalisation du centre-ville, ...). Cependant le Budget Participatif 2025 n'aura pas lieu. Les fonds seront consacrés aux réparations du Moulin des Muses, du City Stade et du terrain synthétique de la Plaine des Sports.
- Poursuivre la mutualisation de nos moyens (groupements de commandes, etc.)
- Mise en place d'un guichet unique au sein de la mairie pour renforcer la qualité du parcours usagers dans les services municipaux et organisation d'une nocturne.
- Veiller à la professionnalisation des agents municipaux, à l'attractivité de la marque employeur et au bien-être au travail (construction du plan d'actions de la démarche Qualité de Vie et des Conditions de Travail engagée et augmentation de la participation employeur pour le risque prévoyance et le risque santé)
- Optimiser nos recherches de subventions en inscrivant au maximum nos projets dans des dispositifs de financement

Les orientations du Budget Primitif s'intègrent dans le Plan Pluriannuel d'Investissement qui doit permettre d'investir 22,5 M€ sur la période 2019 / 2025.

Sont ainsi financés les projets suivants sur le mandat :

- ✓ Les projets des habitants soutenus dans le cadre du budget participatif communal (city stade de la Tuilerie, piste de pumptrack, réhabilitation en 2024 du terrain de foot de la Badaudière et création à venir du mini-golf à la Badaudière)
- ✓ La salle des Raisins d'Or (réalisée)
- ✓ Rénovation du circuit routier de roller de La Badaudière (réalisée)
- ✓ Réhabilitation des allées et du portail du cimetière (réalisée)
- ✓ Mise en place d'une nouvelle signalétique (en cours de finalisation)
- ✓ L'installation d'une cabine de télémedecine (réalisée)
- ✓ La réhabilitation / Extension de l'accueil de loisirs au groupe scolaire Camille Magné – Les Gravières avec la création du gymnase des Larris (réalisé)
- ✓ L'aménagement du Parc du Colombier (réalisé)

Mis en ligne le 06/12/2024 à 18h22

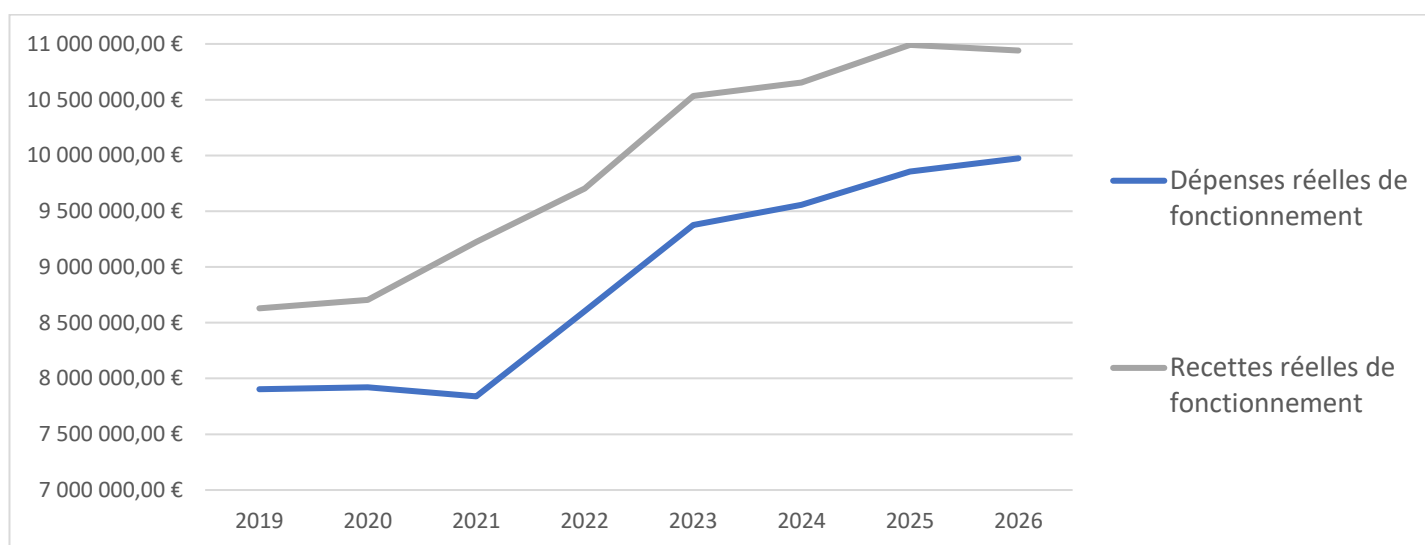
REÇU EN PREFECTURE
le 05/12/2024

Application agréée E-legalite.com

21_RP-091-219101052-20241130-2024I32-DE

- ✓ La réhabilitation de la Maison du Parc du Colombier (réalisée)
- ✓ L'aménagement de la cour d'école des Graviers, désimperméabilisation et renaturation (réalisés)
- ✓ Les études préalables à la revitalisation du cœur de ville (en cours de réalisation et prévision de travaux à venir)
- ✓ L'aménagement du Pont des Gains (désignation de l'aménageur en mars 2025)
- ✓ Le développement et le renforcement de la vidéoprotection : lancement d'un marché d'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage au dernier trimestre 2024, acquisition de la caméra nomade.
- ✓ La poursuite de l'entretien des patrimoines communaux bâti, végétal et historique

A – Les perspectives d'évolution des dépenses et des recettes réelles de fonctionnement (hors cession)

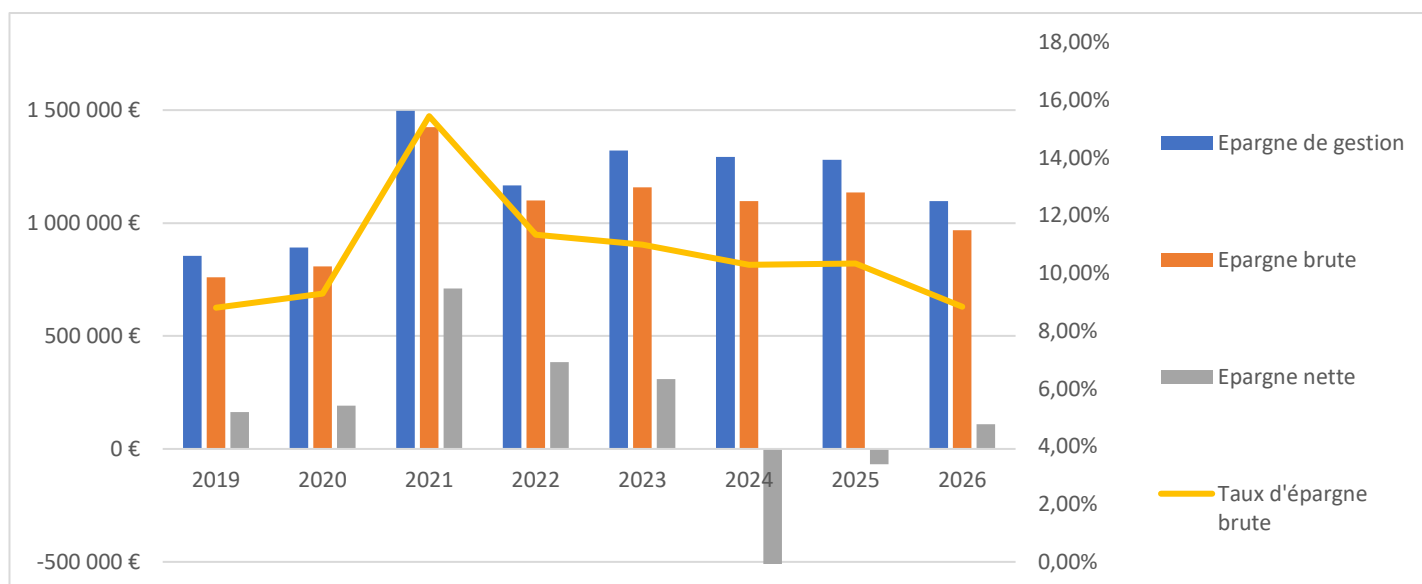


L'analyse de l'évolution des dépenses et des recettes réelles de fonctionnement (hors cession) permet d'identifier les tendances.

A l'horizon 2026, la commune évite l'effet ciseau, mais l'autofinancement se réduit tout en restant supérieur à celui des années 2019 et 2020.

Ceci s'explique par de fortes contraintes sur les charges à caractère général (fluides, inflation, ...) et sur les charges de personnel (revalorisation du point d'indice et augmentation du SMIC). Le dynamisme des bases fiscales associé à la rationalisation des recettes (développement des partenariats, révision des tarifs communaux, meilleure exploitation du domaine public) permet de conserver une épargne de gestion supérieur à 1 M€ fin 2026.

B – Les perspectives d'évolution des épargnes

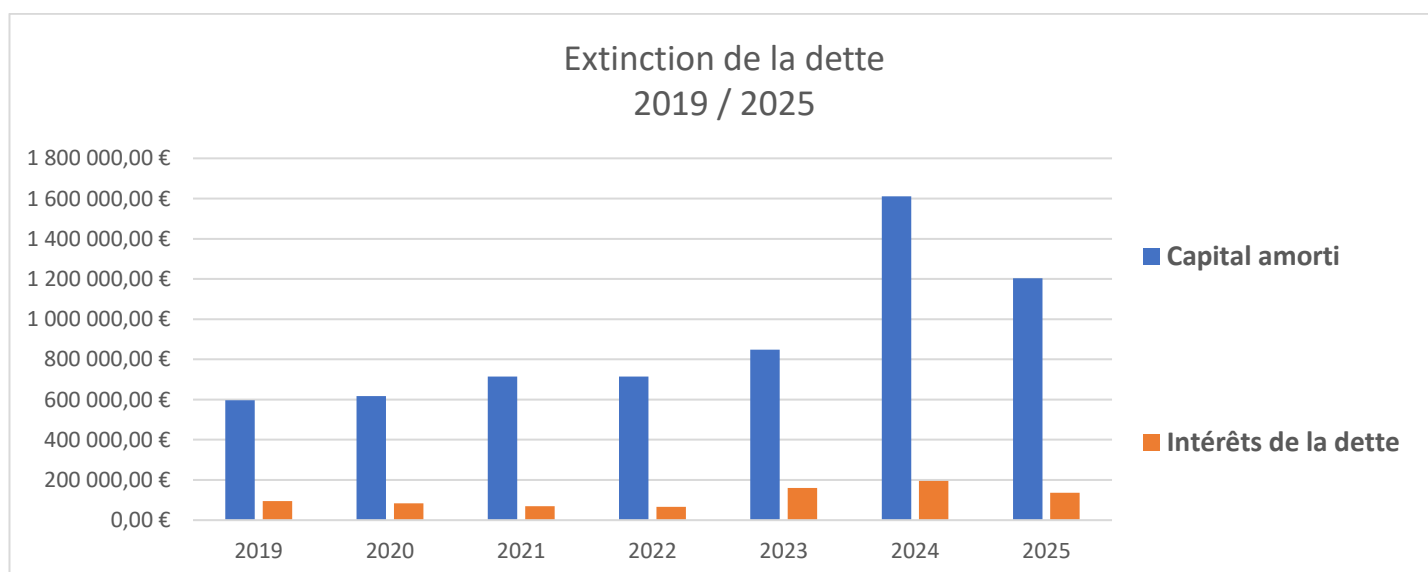


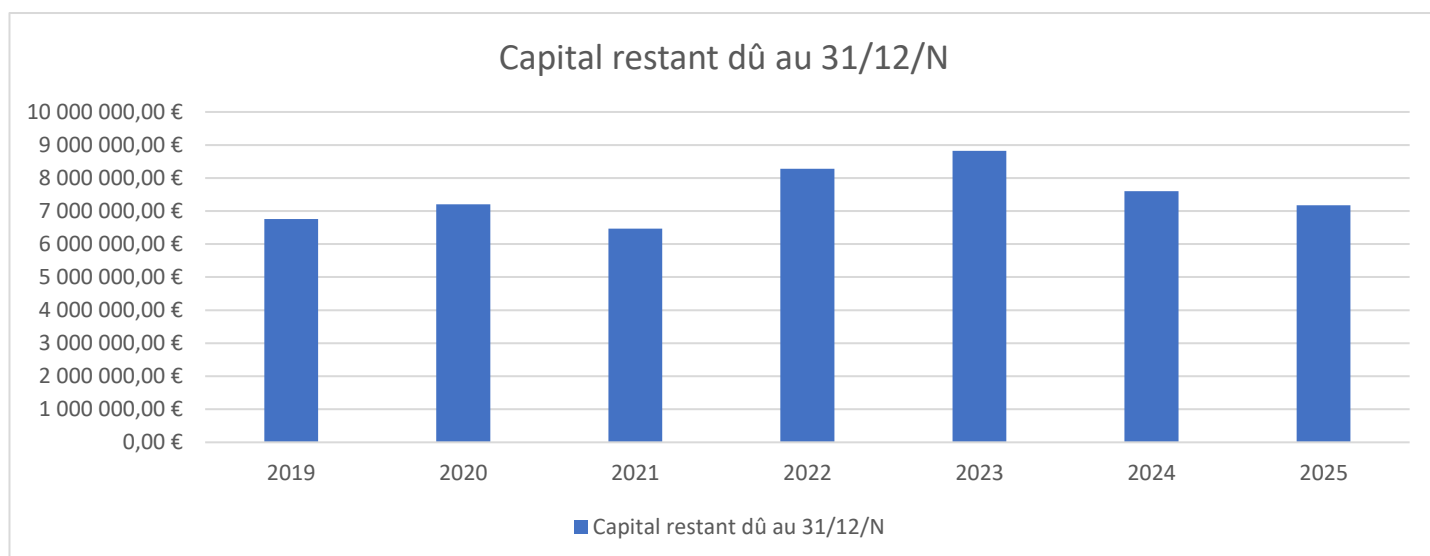
Malgré le contexte difficile, la commune devrait maintenir un niveau d'épargne brut fin 2025 supérieur à celui de 2019.

Afin de financer son programme ambitieux d'investissement en 2023 (extension de l'accueil de loisirs, création d'un système de chaleur par géothermie sur l'ensemble du groupe scolaire Camille Magné, aménagement du Parc du Colombier, ...), et pour ne pas alourdir sa dette à long terme, la commune a fait le choix de recourir à un prêt relai. Ceci a eu comme conséquence un passage de l'épargne nette en zone négative en 2024 et 2025. En 2026, l'épargne nette devrait se situer aux alentours de 100 k€ permettant ainsi à la commune d'envisager un nouveau cycle d'investissement.

C – La structure et la gestion de la dette

1 – Le profil d'extinction de la dette

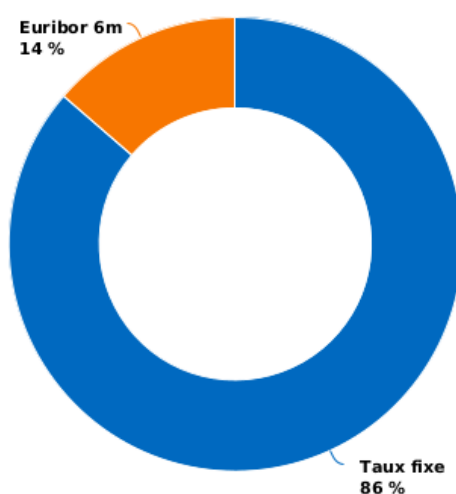




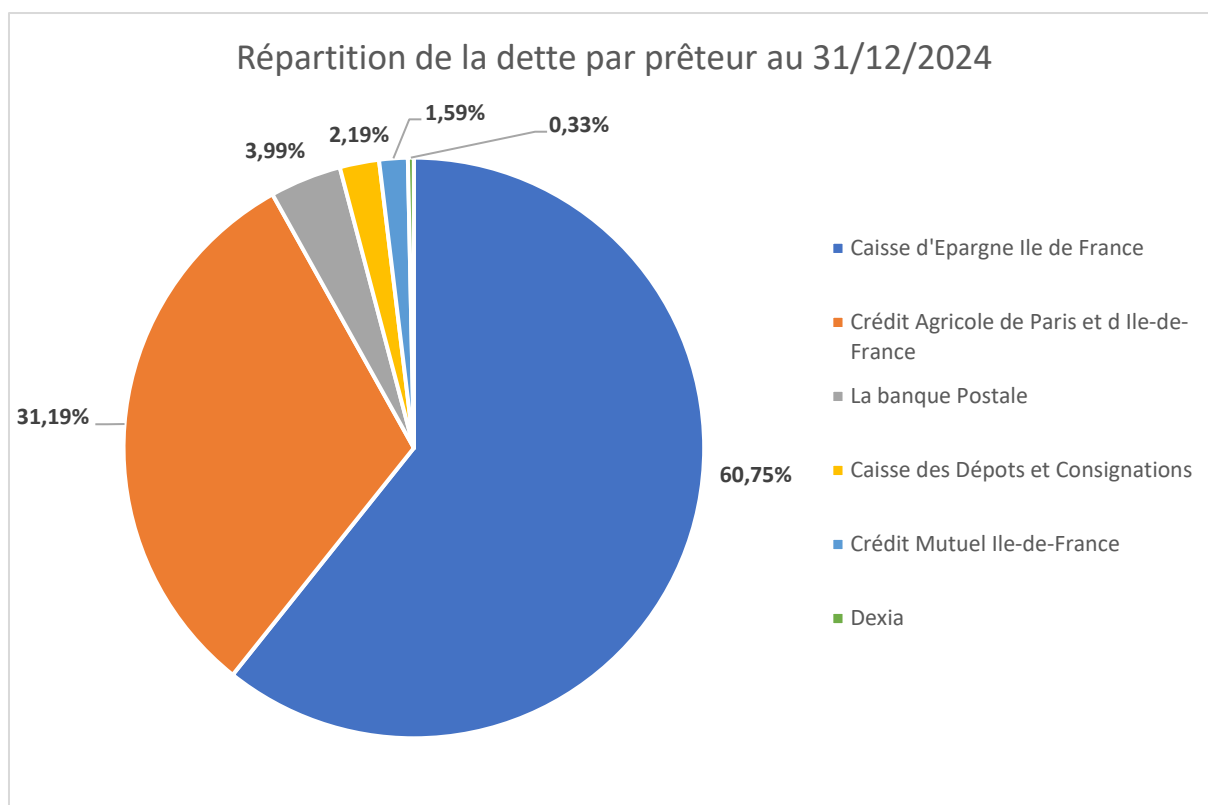
L'encours de dette fin 2025 devrait être légèrement inférieur à celui de 2020.

2 - Dette par type de risques et de prêteurs au 31/12/2024

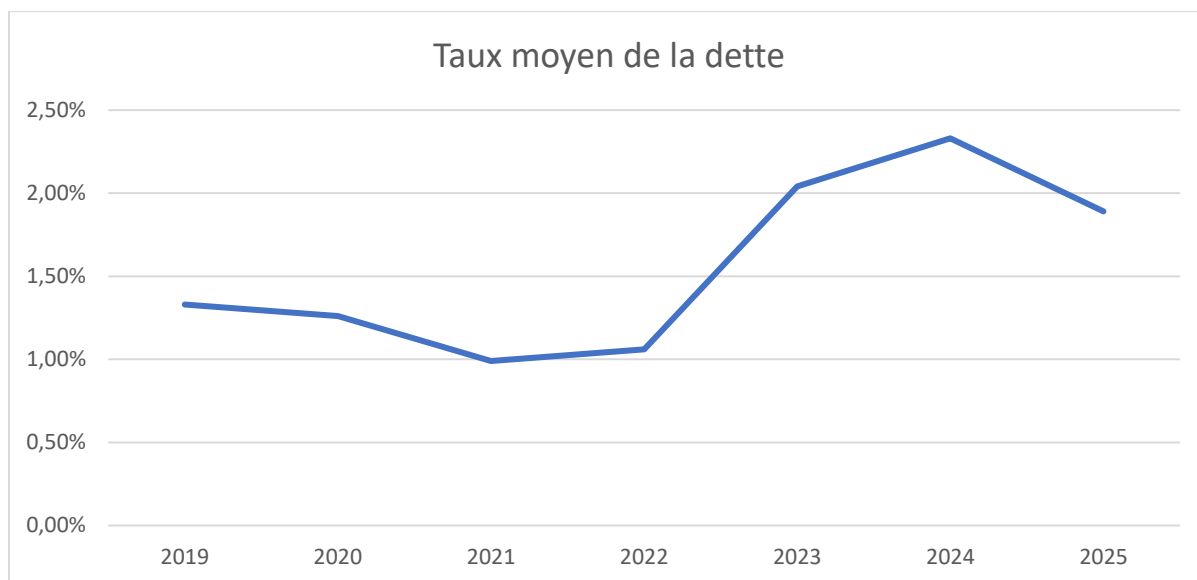
Répartition par index au 31/12/2024



Au 31 décembre 2024, l'encours de la dette de la collectivité est composé de 15 lignes d'emprunts. La proportion entre dette à taux fixe et dette à taux variable est équilibrée de telle sorte que la commune puisse bénéficier de l'attractivité des taux variables et de la sécurité des taux fixes.



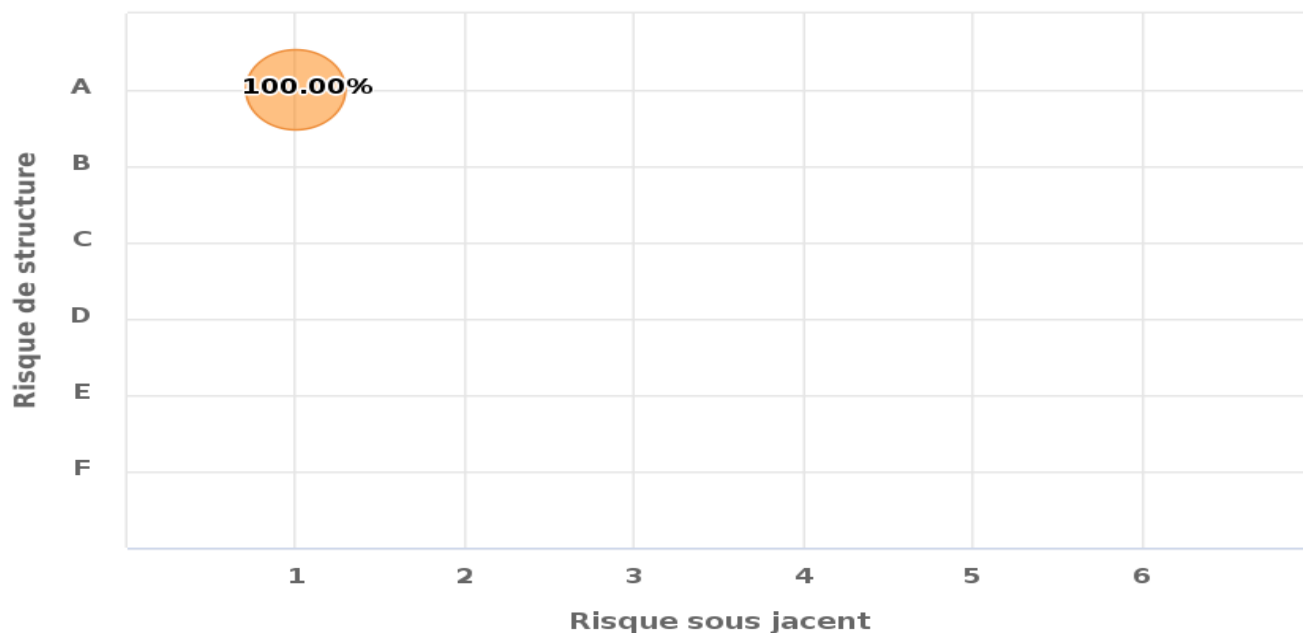
3- Taux moyen des emprunts ⁶



Au 31 décembre 2024, le taux moyen de la dette devrait être de 2,33 %.

⁶ Taelys – Evolution du taux moyen de la dette 2017 - 2026

5 – La charte de bonne conduite⁷



La structure de la dette est considérée comme sans risque.

⁷ Taelys – Répartition de l'encours de dette selon la charte de bonne conduite

D – L'évolution du programme de la Municipalité

Le programme de la Municipalité est axé autour de 4 piliers :

- Un art de Vivre
- Notre Priorité c'est vous
- Une Ville qui nous Rassemble
- Investir dans l'Avenir

Les trois premiers axes correspondent à des actions concrètes sur la vie des Breuilletois(es). Le dernier axe correspond à l'engagement de bonne gestion de l'équipe municipale permettant ainsi la réalisation des autres axes.

Un art de vivre	<p>2023</p> <ul style="list-style-type: none">• Ouverture du Parc du Colombier• Acquisition de l'étang de Malassis et restauration des milieux• Stratégie de revitalisation commerciale de la commune• Aménagement de l'EcoQuartier du Pont des Gains : poursuite de la démarche de concertation avec les habitants, réalisation des travaux de démolition et de dépollution du site• Budget participatif : 3ème session - terrain de foot de la Badaudière• Réhabilitation du patrimoine arboré de la commune <p>2024</p> <ul style="list-style-type: none">• Lancement de la consultation de l'aménageur pour l'EcoQuartier du Pont des Gains• Etude renaturation et déconnexion des réseaux d'eaux pluviales• Définition du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) et du règlement du PLU (Arrêt du PLU)• Ouverture de l'Etang de Malassis au public <p>2025</p> <ul style="list-style-type: none">• Désignation de l'aménageur du Pont des Gains• Approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune• Etude globale d'aménagement du centre-ville
Notre priorité c'est vous	<p>2023</p> <ul style="list-style-type: none">• Réhabilitation et extension de l'ALSH Camille Magné - Les Graviers - ouverture• Réhabilitation de la maison du Parc du Colombier• Reprofilage des fossés pour lutter contre les inondations• Réfection de l'éclairage LED du terrain de football synthétique <p>2024</p> <ul style="list-style-type: none">• Création et livraison d'un système de chauffage par géothermie sur le groupe scolaire Camille Magné• Etude de préfiguration pour l'implantation d'une maison de santé• Réfection de la toiture du Moulin des Muses• Réfection du city stade de la Plaine des Sports

Mis en ligne le 06/12/2024 à 18h22

REÇU EN PREFECTURE
le 05/12/2024

Application agréée E-legalite.com

21_RP-091-219101052-20241130-2024I32-DE

	<p>2025</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lancement du marché de maîtrise d'oeuvre pour la rénovation thermique du gymnase • Etude de programmation pour l'extension du restaurant scolaire du groupe scolaire Camille Magné • Réhabilitation et remise en état du Moulin des Muses, du City Stade et du terrain synthétique à la suite des inondations d'octobre 2024 • Poursuite de la dynamique engagée autour de l'offre de soins pour accompagner les professionnels de santé dans un projet d'exercice coordonné • Fiabilisation du dispositif de vidéoprotection de la commune
<p>Une ville qui nous rassemble</p>	<p>2023</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un nouveau séjour hiver avec les enfants et les jeunes • Réalisation du kit du Président pour les associations recensant les procédures simplifiées et les ressources des associations et développement des actions de formations auprès des acteurs associatifs • Installation du tunnel amovible au terrain synthétique de football • Semaine de la Nature et du Bien-être • 6ème édition de l'Essonne Cup • 1ère édition des Défoulées breuilletoises <p>2024</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développement des actions intergénérationnelles au sein de l'Espace Parenthèse • Renouvellement du matériel de cuisine de l'accueil de loisirs de la Tuilerie pour développer les mini-séjours des enfants et des jeunes • Partenariat enfance et service des sports autour des jeux olympiques • Déploiement du programme d'accessibilité et création d'un espace sérénité au sein de la classe ULIS du groupe scolaire Port Sud <p>2025</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un programme d'activités et de sorties riches pour les enfants, les jeunes et les seniors de la commune • Des actions et services qui se poursuivent malgré la fermeture temporaire du Moulin des Muses : toutes les associations, le Conservatoire et la Médiathèque de la commune poursuivront leurs activités sur d'autres sites afin d'assurer une continuité de service qualitative • Des événements fédérateurs et dynamiques sur la commune • De nombreuses actions intergénérationnelles proposées